

Dans notre bulletin d'avril : L'Ombudsman préconise transparence et consultation dans la planification des fermetures des programmes de garde et de détention pour les jeunes, et plus

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)

[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)



Voulez-vous nous suivre sur les médias sociaux?

Abonnez-vous à nos comptes [Facebook](#), [Twitter](#) ou [Instagram](#) pour rester au courant de toutes les dernières informations sur notre Bureau, et pour savoir comment nous pouvons vous aider!

L'ombudsman préconise transparence et consultation dans la planification des fermetures des programmes de garde et de détention pour les jeunes

En solidarité avec la communauté 2SLGBTQIA+

Garder ouvertes les réunions municipales

Ici, là et (virtuellement) partout!

Comment nous avons aidé : Cas sélectionnés

Travaillez avec nous!

L'ombudsman préconise transparence et consultation dans la planification des fermetures des programmes de garde et de détention pour les jeunes



La préoccupation excessive des responsables gouvernementaux à garder le secret lors de la planification de la fermeture abrupte de deux programmes de garde et de détention pour les jeunes dans le Nord de l'Ontario, l'an dernier, a eu un coût. C'est ce que déclare l'Ombudsman Paul Dubé dans son tout dernier rapport, paru le 26 avril.

Les programmes de garde et de détention en milieu fermé au Creighton Youth Centre à Kenora et au J.J. Kelso Youth Centre à Thunder Bay comptaient parmi les 25 programmes fermés simultanément le 1er mars 2021, dans le cadre d'une opération dont l'Ombudsman a conclu qu'elle avait été « entourée de secret ».

Les deux programmes accueillait alors quatre jeunes personnes, toutes Autochtones. L'Ombudsman a ouvert une enquête après avoir reçu une plainte qui exprimait de nombreuses inquiétudes quant au traitement de ces jeunes personnes, dont certaines avaient été transportées menottées, les fers aux pieds, loin de leur communauté, avec seulement quelques heures de préavis.

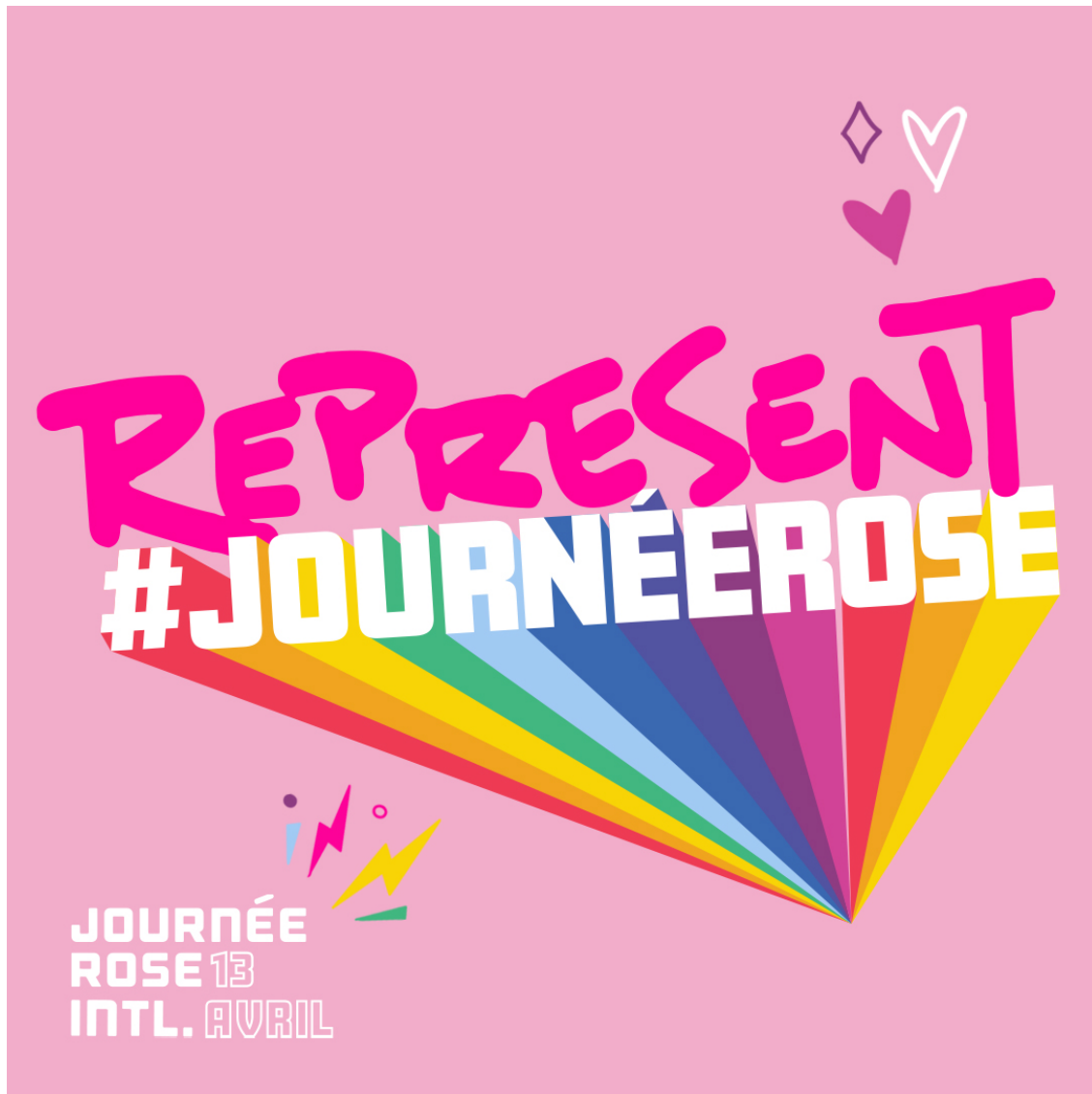
Le rapport de l'Ombudsman, intitulé Occasions perdues, conclut que le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires « a délibérément évité de faire preuve de transparence » durant la planification et la mise en œuvre des fermetures, qui ont surpris même les gestionnaires et le personnel des centres concernés, ainsi que les communautés environnantes, les groupes autochtones et les responsables du secteur de la justice. Jugeant la conduite du Ministère « déraisonnable et erronée » en vertu de la Loi sur l'ombudsman, M. Dubé fait 16 recommandations dans son rapport, afin d'améliorer la planification et la mise en œuvre de telles fermetures à l'avenir – recommandations que le Ministère a toutes acceptées.

[Lire le rapport complet.](#)

Dans la presse et les nouvelles

- [L'Ombudsman dénonce des ratés dans la fermeture des centres de détention pour jeunes](#) - Radio-Canada
- [Paul Dubé, Ombudsman de l'Ontario, et son dernier rapport](#) - Radio-Canada, audio 26 avril (Dans la Mosaïque avec Isabelle Ménard, à 17 h 19)
- [Un nouveau rapport de l'Ombudsman sur les centres de détention pour jeunes](#) - Radio-Canada, audio 26 avril (Jonction 11-17 avec Éric Robitaille et Bienvenu Senga, à 16 h 48)

En solidarité avec la communauté
2SLGBTQIA+



Le 13 avril 2022, l'Ombudsman de l'Ontario a souligné la Journée rose internationale dans les médias sociaux, en solidarité avec la communauté 2SLGBTQIA+, tout en encourageant l'inclusion, l'égalité et l'acceptation – valeurs et principes qui font partie intégrante de notre Bureau. Comme le dit notre message sur Facebook : « Nous encourageons les Ontarien(ne)s à promouvoir inclusion, égalité et acceptation. Toutes nos interactions s'appuient sur ces principes. »

Notre [énoncé de vision](#) est le suivant : « un secteur public œuvrant au service des citoyens, dans l'équité, la responsabilisation, la transparence et le respect des droits. »

Garder ouvertes les réunions municipales



Les routes pour véhicules tout terrain et le recrutement de directeur(rice)s généraux(ales) comptent parmi les sujets de certaines de nos dernières enquêtes sur les réunions municipales à huis clos.

L'Ombudsman est l'enquêteur des réunions à huis clos pour des centaines de municipalités ontariennes et il aide les conseils locaux à s'assurer que leurs réunions restent ouvertes et accessibles au public, comme l'exige la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Nos enquêtes ont révélé que plusieurs réunions avaient été problématiques, et l'Ombudsman a fait des recommandations aux municipalités pour améliorer leurs pratiques. En voici des exemples :

- Le [Groupe de travail sur les véhicules tout terrain de la Ville de Kawartha Lakes](#) a enfreint la *Loi sur les municipalités* en tenant ses réunions d'étude sans en aviser le public. En tant que comité du conseil, le Groupe de travail devait respecter les règles des réunions publiques.
- L'Ombudsman a conclu qu'une discussion tenue à huis clos par la [Ville de Niagara Falls](#) sur la création d'un sous-comité de recrutement du(de la) DG aurait dû se dérouler en séance publique, car elle portait sur la nature et le rôle d'une proposition de poste de personnel, et non sur un(e) employé(e) en particulier.
- Le conseil du [Canton de McMurrich/Monteith](#) aurait dû discuter d'un conflit de voirie en séance publique, avant de se réunir à huis clos pour examiner en privé la réponse du Canton à un litige éventuel, a conclu l'Ombudsman.

Consultez d'autres rapports et les pratiques exemplaires recommandées par l'Ombudsman en matière de réunions publiques sur notre [page Internet des municipalités](#) ou cherchez par sujet dans notre [recueil de cas, réunions municipales](#).

Si vous pensez qu'une réunion s'est tenue indûment à huis clos dans votre municipalité, [trouvez qui est votre enquêteur\(euse\) pour les réunions à huis clos](#).

ICI, LÀ ET (VIRTUELLEMENT) PARTOUT



Soutenir l'éducation francophone

Le 23 avril, la Commissaire aux services en français Kelly Burke a livré un [message vidéo](#) (en français seulement) lors du congrès annuel des [Parents partenaires en éducation](#), organisme qui représente les parents dont les enfants fréquentent les écoles publiques et catholiques de langue française en Ontario. Dans ce mot d'ouverture, la Commissaire Burke a souligné combien il est important de créer un environnement où les francophones peuvent se sentir à l'aise quand ils utilisent des services gouvernementaux en français. Elle a réitéré les recommandations de son [Rapport annuel 2020-2021](#) et de sa toute récente [enquête sur les coupes dans les programmes de langue française par l'Université Laurentienne](#), et elle a encouragé toutes les personnes qui ont des problèmes de services en français à [nous contacter](#).

Le congrès virtuel a abordé les thèmes de la diversité et de l'inclusion. Il a attiré un grand nombre de parents et de membres de la communauté francophone de l'Ontario.



Joignez-vous à nous le 25 mai pour la Journée des nouveaux(elles) arrivantes à Toronto!

Le 25 mai, à Nathan Phillips Square au centre-ville de Toronto, vous pourrez rencontrer des membres du personnel du Bureau de l'Ombudsman lors de la 8^e Journée annuelle des nouveaux(elles) arrivant(e)s à Toronto! Arrêtez-vous à notre kiosque entre 10 h et 15 h pour participer à des activités interactives, obtenir des renseignements et des ressources sur notre Bureau, et rencontrer certain(e)s de nos sympathiques employé(e)s. L'événement est gratuit et ouvert à tout le monde! [En savoir plus sur cet événement.](#)
#TONewcomerDay

COMMENT NOUS AVONS AIDÉ : CAS SÉLECTIONNÉS



[Aide à l'identification](#)

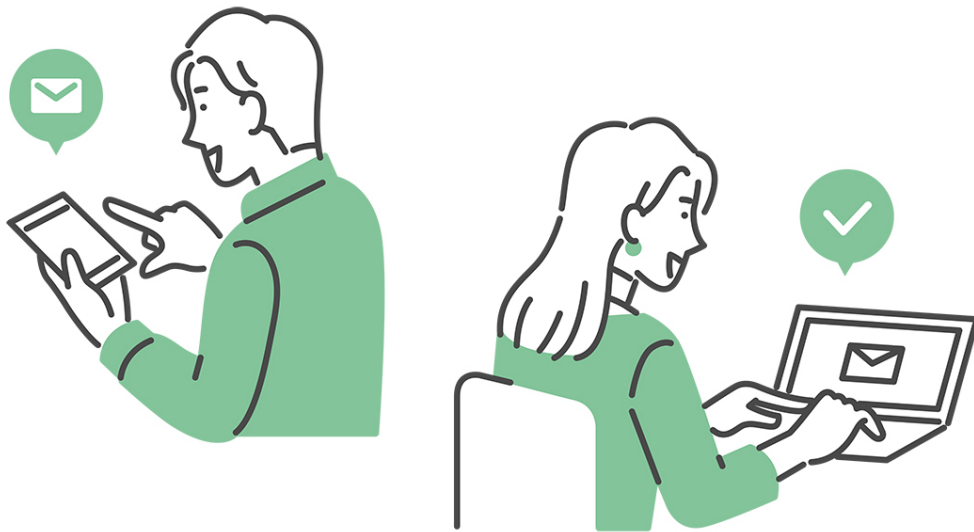
Un jeune adolescent de 14 ans nous a demandé notre aide pour obtenir des documents d'identité afin de s'inscrire à l'école et d'avoir accès aux soins de santé, après avoir été retiré de son milieu familial par une société d'aide à l'enfance (SAE) pour des raisons de sécurité.

L'adolescent a demandé l'aide de son travailleur social à la SAE car il n'avait pas pu obtenir ses documents d'identité auprès de sa mère. Mais étant sans nouvelles de son travailleur social après plus de deux semaines, il a contacté notre Bureau.

Nous avons parlé à ce travailleur social, qui nous a dit qu'il devrait rédiger une « lettre d'appui » au nom de l'adolescent, puis emmener celui-ci dans un centre de ServiceOntario pour obtenir les documents d'identité. Nous avons demandé au travailleur social de prendre rendez-vous, ce qu'il a fait, et l'adolescent a reçu ses nouvelles pièces d'identité temporaires en trois jours.

Le personnel de notre Unité des enfants et des jeunes écoutera et examinera vos préoccupations à propos des expériences vécues par les jeunes et des services fournis par le système de protection de l'enfance, et aidera à trouver des solutions. Si nous ne pouvons pas vous aider directement, nous vous orienterons vers quelqu'un qui pourra le faire. [Contactez-nous.](#)

**Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté
notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant
des enfants et des jeunes**



[Nouvelles des transports en commun : maintenant bilingues!](#)

Une résidente voulant s'abonner à l'infolettre de Metrolinx pour la région de Durham s'est aperçue que cette infolettre n'était pas disponible en français.

Nous avons communiqué ce manque aux représentants de Metrolinx. Ceux-ci nous ont confirmé que toutes les infolettres régionales publiées par Metrolinx allaient désormais être traduites, y compris l'infolettre consacrée à la région de Durham, disponible en français à partir du 11 mars.

En savoir plus sur [l'Unité des services en français](#), qui répond aux questions et reçoit les plaintes sur les services en français.

En savoir plus sur la façon dont nous avons aidé d'autres Franco-Ontarien(ne)s dans nos Cas sélectionnés



Mauvais formulaire

Un père, dont l'enfant était né d'une mère porteuse, s'est plaint auprès de nous car le Registraire général lui avait demandé de soumettre à nouveau les documents nécessaires à l'enregistrement de la naissance, et d'inclure un formulaire supplémentaire attestant que ses déclarations étaient exactes. Cet homme s'est plaint en disant que cette exigence supplémentaire était discriminatoire à son égard. Notre personnel a déterminé qu'en fait, le formulaire lui avait été envoyé par erreur et qu'il n'avait rien à voir avec la maternité de substitution. Une gestionnaire du Registraire général a confirmé que ce point avait été précisé au personnel responsable.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des
Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes

TRAVAILLEZ AVEC NOUS : OFFRES D'EMPLOIS



- [Stagiaire en droit \(2023-20240\)](#)
- [Agent\(e\) de règlement préventif](#)
- [Agent\(e\) de règlement préventif - Unité des enfants et des jeunes](#)
- [Agent\(e\) de règlement préventif - Unité des services en français](#)
- [Enquêteur\(euse\)](#)
- [Enquêteur\(euse\) - Unité des enfants et des jeunes](#)
- [Enquêteur\(euse\) - Unité des services en français](#)
- [Avocat\(e\) - Unité des services en français](#)

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. L'Ombudsman Paul Dubé a été reconduit dans ses fonctions d'Ombudsman pour un deuxième mandat de cinq ans, à compter du 1er avril 2021.

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Que fait l'Ombudsman durant une élection provinciale?

L'élection provinciale aura lieu le 2 juin, et pendant la durée de la campagne, l'Ombudsman et les autres officiers(ères) indépendant(e)s et apolitiques de l'Assemblée législative restent au travail, et nous demeurons volontairement discret(ète)s. Nous recevons et examinons les plaintes, ètecomme d'habitude, et nos enquêtes se poursuivent. Toutefois, nous comprenons que la fonction publique de l'Ontario joue un rôle de « gardiennage » pendant une période électorale, et qu'il est peu probable que des changements importants soient apportés aux politiques. De plus, nous ne comptons pas publier de rapports majeurs avant la fin de l'élection.

Copyright © 2022 Ombudsman Ontario, Tous droits réservés.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?

Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).